

Comité Syndical du 2 juin 2022

L'an deux mille vingt deux, le deux juin à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle polyvalente de Publier sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ARMINJON Christophe, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BERTHIER Marie-Pierre, BOCHATON Jean-Marc, BONDAZ Patrick, BOURON Jean-René, BURGNARD Michel, BURNET Jacques, COLOMER Gérard, DEAGE Joseph, GENOUD Pascal, GIRARD Marie-Pierre, GIRARD René, GUILLARD Jean, JACQUIER Olivier, LACHAT Hervé, Lei Josiane, MEDORI Ange, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

PARRA D'ANDERT Sophie, REY Emmanuel, Aline DURET.

Absents excusés :

BAUD Jean-Baptiste donne suppléance à Mme PARRA D'ANDERT,

COTTET Sophie donne suppléance à M. REY,

KUNG Jean-François donne suppléance à Mme DURET,

ASNI-DUCHENE Isabelle donne pourvoir à M. BONDAZ,

DETURCHE Sandrine donne pourvoir à Mme BERTHIER,

CHUINARD Claire donne pourvoir à M. THOMAS

GILLET Bruno donne pourvoir à M. PODEVIN,

MARULLAZ Aube donne pourvoir à Mme LEI.

Secrétaire de séance : Joseph DEAGE

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 25

Nombres de délégués suppléants présents : 3

Nombre de pouvoirs : 5

Nombres de votants : 33

Convocation : 25 mai 2022

Point n°2 – Modification des modalités de mise en œuvre du compte épargne temps – indemnisation entre employeurs en cas de mutation

Mme la Présidente expose à l'Assemblée que le Comité Syndical du SIAC a délibéré le 1er décembre 2011 sur les modalités de mise en œuvre du Compte Epargne Temps (CET) des agents du SIAC.

Parmi les modalités instituées, il est indiqué qu'aucune modalité financière de transfert des droits acquis par un agent n'est prévue, ceci en cas d'arrivée ou de départ d'un agent en possession d'un CET.

Cette disposition empêche le SIAC de recevoir une indemnisation de la collectivité d'origine en cas de recrutement d'un agent qui dispose de jours acquis. Elle peut être également un frein à l'attractivité du SIAC si l'agent est obligé par sa collectivité d'origine de liquider son CET faute d'indemnisation venant de la collectivité d'accueil.

Par contre, il est courant maintenant que les collectivités indemnisent les jours de CET en cas de mutation.

Il est donc proposé de modifier cette disposition qui n'impacte pas financièrement l'agent mais les collectivités entre elles, pour compenser les transferts de jours portés sur un CET en cas d'arrivée ou de départ.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **MODIFIE** la rubrique suivante de la délibération du 1er décembre 2011 ainsi qu'il suit :
 - Convention financière en cas d'arrivée ou de départ d'un agent en possession d'un CET :

Les indemnisations financières en dépenses (départ d'un agent avec CET) ou en recettes (arrivée d'un agent avec CET) pour le SIAC seront réglées par une convention d'indemnisation avec la collectivité concernée, ceci sur la base du coût journalier de travail de l'agent (coût salarial, charges comprises) multiplié par le nombre de jours porté sur son CET.

- **CHARGE** Mme la Présidente de mettre en œuvre ces modalités.

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.